

Etablissement Français du Sang

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2023)

PricewaterhouseCoopers Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
et du Centre
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG SA
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
et du Centre
Tour Egho – 2, avenue Gambetta
92066 Paris-La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2023)

Aux Autorités de Tutelle
Etablissement Français du Sang
20, avenue du Stade de France
93210 Saint-Denis

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de l'Etablissement Français du Sang relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion de l'Ordonnateur.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de l'Ordonnateur, de l'Agent comptable et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes consolidés

Il appartient à l'Agent comptable, en relation avec l'Ordonnateur, d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, ainsi qu'à l'Ordonnateur et l'Agent comptable de mettre en place les dispositifs de contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à l'Ordonnateur d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, et à l'Agent Comptable de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le l'Ordonnateur et l'Agent comptable.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

- Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 18 mars 2024

Les commissaires aux comptes

KPMG SA

PricewaterhouseCoopers Audit

 ROMAIN MERCIER

Romain Mercier
Associé

Florence Pestie

Florence Pestie
Associée



ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

20, Avenue du Stade de France, 93218 La Plaine Saint Denis

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

AU 31 DECEMBRE 2023

Sommaire

BILAN.....	4
COMPTE DE RESULTAT	5
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	6
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE.....	7
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	8
1. Description synthétique du Groupe.....	8
2. Faits caractéristiques de l'exercice	8
2.1 Situation financière de l'EFS et perspectives.....	8
2.2 Contrôles externes des comptes	9
2.3 Immobilisations.....	10
2.3.1 Biens mis à disposition de l'EFS.....	10
2.3.2 Dépréciations d'immobilisations	10
2.3.3 Principaux travaux immobiliers	11
2.4 Provisions pour risques et charges et dépréciations de l'actif	11
2.4.1 Construction Nancy Lobau et dossier CHU de Nancy.....	11
2.4.2 Affaire Mérel	12
2.4.3 Affaire Garretta	12
2.4.4 Service à Comptabilité Distincte (SACD) - contentieux transfusionnels.....	13
2.4.6 Provision pour risques et charges fiscales	14
2.4.7 Provisions relatives aux relations contractuelles	16
2.4.8 Stocks de sang placentaire	16
2.4.9 Provisions relatives à un risque social	17
3 Organigramme et périmètre du groupe	18
3.1 Organigramme du groupe au 31 décembre 2023	18
3.2 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2023	18
4 Principes et méthodes comptables.....	18
4.1 Règles générales d'établissement et de présentation des comptes	18
4.2 Principes de consolidation.....	19
4.3 Conversion monétaire.....	19
4.4 Opérations diverses	19
4.5 Frais de recherche et de développement et crédit d'impôt correspondant	20
4.6 Ecart d'acquisition.....	20
4.7 Immobilisations incorporelles	21
4.8 Immobilisations corporelles	21

4.9	Bien acquis par un crédit-bail	21
4.10	Dépréciation des actifs immobilisés.....	22
4.11	Immobilisations financières.....	22
4.12	Stocks et encours	22
4.13	Créances	23
4.14	Trésorerie active	23
4.15	Provisions pour risques et charges.....	23
4.16	Retraites et autres engagements vis-à-vis du personnel.....	23
4.17	Passifs éventuels.....	24
4.18	Intéressement et plan d'épargne salariale	24
4.19	Résultat exceptionnel	25
4.20	Critères d'appréciation retenus pour l'identification des opérations exceptionnelles	25
4.21	Impôts sur les sociétés et impôts différés	25
5	Notes sur le Bilan	26
5.1	Ecart d'acquisition.....	26
5.2	Immobilisations incorporelles et corporelles	28
5.3	Immobilisations financières.....	30
5.4	Stocks et en-cours	30
5.5	Créances clients et autres créances	32
5.6	Trésorerie	33
5.7	Provisions pour risques et charges.....	33
5.8	Emprunts et dettes financières.....	33
5.9	Autres passifs à court terme	34
5.10	Produits constatés d'avance	34
6	NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	35
6.1	Chiffre d'affaires	35
6.2	Autres produits	35
6.3	Autres provisions et charges d'exploitation	35
6.4	Résultat d'exploitation	36
6.5	Résultat financier	36
6.6	Impôts sur les bénéfices	36
6.7	Résultat net consolidé.....	37
7.1	Engagements hors bilan	37

ETATS DE SYNTHESE

BILAN

Actif en EUR	31/12/2023	31/12/2022
Immobilisations incorporelles	13 676 697	12 699 794
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>		
Immobilisations corporelles	265 011 199	270 462 761
Immobilisations financières	25 469 052	24 661 572
Actif immobilisé	304 156 948	307 824 127
Stocks et en-cours	83 918 435	79 504 825
Clients et comptes rattachés	203 950 838	181 664 961
Actifs d'impôts différés	565 916	178 515
Autres créances	32 470 115	23 795 210
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	15 739 262	42 505 100
Actif circulant	336 644 566	327 648 611
Comptes de régularisation	6 390 717	5 775 218
Total Actif	647 192 231	641 247 956
Passif	31/12/2023	31/12/2022
Capital	53 357 156	53 357 156
Primes d'émission, de fusion, d'apport	2 391 115	1 602 932
Réserves	213 486 305	261 673 312
Résultat groupe	-6 432 464	-48 252 332
Capitaux propres - Part du groupe	262 802 112	268 381 068
Intérêts minoritaires	3 702 852	3 076 750
Autres fonds propres	950 490	605 996
Provisions	157 676 701	160 928 488
Emprunts et dettes financières	23 846 025	22 000 139
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	114 470 054	100 410 455
Dettes fiscales et sociales	47 867 883	48 040 650
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	18 970 184	18 247 480
Autres dettes	1 227 945	2 157 439
Dettes	206 382 091	190 856 163
Comptes de régularisation	15 677 985	17 399 491
Total Passif	647 192 231	641 247 956

COMPTE DE RESULTAT

En EUR	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises	7 809 505	7 098 683
Production vendue	920 272 894	904 418 440
Chiffre d'affaires	928 082 399	911 517 123
Production stockée et immobilisée	5 414 199	6 159 478
Subventions d'exploitation	59 285 327	26 433 326
Reprises sur provisions	151 558 347	128 651 511
Autres produits	18 416 376	17 542 536
Produits d'exploitation	234 674 249	178 786 851
Achats et variations de stocks	186 195 185	182 565 718
Autres achats et charges externes	260 801 747	247 199 771
Impôts et taxes	18 274 281	21 929 892
Charges de personnel	502 439 253	483 256 856
Dotations aux amortissements des immobilisations	46 390 074	45 463 651
Dotations aux provisions pour risques et charges	68 722 214	69 708 481
Autres provisions et charges d'exploitation	88 298 039	91 079 071
Charges d'exploitation	1 171 120 793	1 141 203 440
Résultat d'exploitation	-8 364 145	-50 899 466
Perte supportée ou bénéfice transféré	189 796	325 034
Produits financiers	1 299 831	1 168 615
Charges financières	1 058 501	972 138
Résultat financier	241 330	196 477
Résultat courant avant impôt	-8 312 611	-51 028 023
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
Résultat exceptionnel		
Impôt sur le résultat	-2 491 730	-879 768
Résultat des sociétés intégrées	-5 820 881	-50 148 255
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions		
Résultat d'ensemble consolidé	-5 820 881	-50 148 255
Résultat groupe	-6 432 464	-48 252 332
Résultat hors-groupe	611 583	-1 895 923

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

En EUR	31/12/2023	31/12/2022
Résultat net consolidé	-5 820 881	-50 148 255
Amortissements et provisions	40 650 104	55 075 777
Variation des impôts différés	-387 402	177 425
Plus-values de cession, nettes d'impôt	-3 398 252	7 782 262
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	31 043 569	12 887 209
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-23 930 507	-5 374 409
Flux net de trésorerie généré par l'activité	7 113 062	7 512 800
Acquisition d'immobilisations	-44 751 375	-57 156 079
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	6 572 404	6 467 309
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-38 178 971	-50 688 770
Subventions d'investissement reçues	2 105 132	347 983
Emissions d'emprunts	5 574 548	
Remboursements d'emprunts	-3 379 432	-5 738 709
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	4 300 248	-5 390 726
Incidence des variations de cours des devises		
Variations de trésorerie	-26 765 661	-48 566 696
Trésorerie d'ouverture	42 500 102	91 066 798
Trésorerie de clôture	15 734 441	42 500 102

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE

En EUR	Capital	Réserves	Résultats	Autres	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-2	53 357 156	256 554 485	7 073 351	-154 324	316 830 668	4 959 362
Correction des A nouveaux						
Affectation en réserves		7 073 351	-7 073 351			
Distributions de dividendes						
Variation de capital						
Résultat N-1			-48 252 332		-48 252 332	-1 895 923
Variations des écarts de conversion				59 905	59 905	13 313
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations		-257 173			-257 173	-2
Capitaux propres N-1	53 357 156	263 370 663	-48 252 332	-94 419	268 381 068	3 076 750
Correction des A nouveaux						
Affectation en réserves		-48 252 332	48 252 332			
Distributions de dividendes						
Variation de capital						
Résultat N			-6 432 464		-6 432 464	611 583
Variations des écarts de conversion				65 328	65 328	14 518
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations		788 180			788 180	1
Capitaux propres N	53 357 156	215 906 511	-6 432 464	-29 091	262 802 112	3 702 852

Les autres variations de +788 k€ sont relatives aux subventions d'investissement comptabilisées par EFS en primes d'émission. Leur variation est constituée de :

- Subventions reçues +1 075 k€
- Subventions versées en résultat (287 k€)

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1. Description synthétique du Groupe

L'Etablissement Français du Sang (EFS) est un établissement public de l'Etat et opérateur unique de la transfusion sanguine en France. Il détenait la totalité des actions composant le capital de Diagast SAS à la date de la première consolidation du Groupe. Suite à l'ouverture du capital de Diagast en 2017, l'EFS est détenteur de 81.8 % des actions de cette entité.

Diagast SAS est spécialisée dans la production et la commercialisation d'automates et de réactifs. Elle est un fournisseur de l'EFS.

2. Faits caractéristiques de l'exercice

2.1 Situation financière de l'EFS et perspectives

Pour mémoire, l'activité de l'EFS a connu une baisse significative en 2022 concernant à la fois les cessions de produits sanguins labiles et les cessions de plasma pour fractionnement.

La décision d'une dépréciation éventuelle des actifs de production à ce titre n'a pas été retenue en 2022 dans la mesure où, à ce stade, la persistance de cette situation n'était pas avérée.

En 2023, la baisse des cessions de produits sanguins thérapeutiques s'est cependant poursuivie. En revanche les cessions de plasma à usage non thérapeutique (plasma pour fractionnement) ont augmenté de manière significative.

Dans la poursuite de 2022, la position est prise par l'établissement de ne pas déprécier les actifs de production en 2023. Elle est justifiée par note de la Direction des Affaires Financières de l'EFS qui précise les éléments de contexte suivants :

2.1.1. L'activité de PSL

L'EFS fait face à une baisse d'activité substantielle sur la cession de concentrés de globules rouges aux établissements de santé en 2022 et 2023.

Ainsi, la baisse de cessions des Concentrés de Globules Rouges (CGR) s'élève à 3,5% en 2022 versus 2021 et de 4,3% supplémentaires en 2023 versus 2022.

Cette baisse d'activité des cessions de CGR, bien qu'elle soit substantielle, ne remet pas en question le dimensionnement des actifs de production strictement nécessaires à la réalisation de cette activité au sein de l'Etablissement. En effet, le maillage territorial des collectes reste inchangé avec une volonté d'être présent sur l'entièreté du territoire, et une volonté de pouvoir proposer une offre de collectes suffisante pour être au plus proche des donneurs.

Il est à noter par ailleurs que des difficultés importantes liées à l'organisation des collectes notamment du fait de problématiques RH (recrutement, absentéisme, turnover) perdurent sur l'exercice 2023, complexifiant l'activité de prélèvement. Ces facteurs qui restent conjoncturels sont compensés en partie par le maillage territorial et le développement d'une offre variée. D'autres facteurs qui deviennent plus structurels tels que les problématiques de fréquentation appuient cette nécessité de conserver un maillage territorial le plus étendu possible.

L'activité de préparation est certes moins importante en termes de flux de production mais des spécificités liées à cette activité (nécessité d'irradier certaines poches par exemple ou encore la préparation ad hoc de produits spécifiques) nécessitent de conserver l'entièreté du parc de matériels. En sus, la multiplicité de produits à préparer et la nécessité de respecter des délais réglementaires contraignent le parc. La faible décroissance étalée au cours d'une année ne permet pas de se séparer ou de ne pas renouveler des équipements. Enfin il n'y a pas eu de saut technologique permettant de supprimer certains équipements. Ce parc est globalement vieillissant avec un taux d'amortissement qui dépasse les 70%.

L'activité de qualification biologique du don reste soutenue sachant que l'activité de plasma pour fractionnement augmente et que la qualification biologique du don est réalisée sur l'ensemble des prélèvements (sang total et aphérèse). Par ailleurs, des examens complémentaires sont demandés lors d'émergence de nouveaux virus (ex : épidémie d'arbovirose ou mise en place du dépistage VHE).

Dans ce contexte, la valorisation des actifs de production (collecte, préparation, qualification biologique du don) n'appelle pas le passage d'une provision de dépréciation de ces actifs.

2.1.2. L'activité de plasma pour fractionnement

Les cessions de plasma pour fractionnement atteignent 827 K litres en 2023 contre 782 K litres en 2022, soit une augmentation de 5,7%. La part des volumes issus d'aphérèse dans les cessions de plasma pour fractionnement est de 31% en 2023, vs 24% en 2022.

Les volumes issus d'aphérèse sont en augmentation de 35%.

L'activité de plasmaphérèse est en pleine croissance, l'objectif de l'EFS est d'optimiser les moyens existants afin d'augmenter les volumes produits et la productivité sur cette activité qui a fortement souffert en 2022.

Le budget 2024 s'inscrit également dans cette tendance avec une progression des cessions de plasma pour fractionnement de 6,5% (881 KL) et une augmentation de l'activité de plasmaphérèse de 17,8%.

La valorisation des actifs de production sur cette activité, en particulier les séparateurs d'aphérèses plasmatiques reste ainsi inchangée compte tenu de la nécessité de préserver l'outil de production sur cette activité, qui permettra de répondre à la production en forte croissance.

2.2 Contrôles externes des comptes

➡ L'EFS n'a fait l'objet d'aucun contrôle de la Cour des Comptes en 2023, ni d'aucune notification d'ouverture d'un nouveau contrôle.

Le dernier contrôle de la Cour des Comptes portait sur les années 2009 à 2017. Le jugement de la Cour est intervenu en janvier 2021 et est désormais clos.

- ➡ Un contrôle fiscal avait été ouvert en 2022 pour la période 2018-2021 concernant les déclarations fiscales de l'EFS (avis de vérification de comptabilité par la DVNI du 4 juillet 2022)
Une première proposition de rectification (n° 3924-V-SD du 8 décembre 2022) a été notifiée à l'EFS concernant les CIR 2018 et IS 2019.
Une seconde proposition de rectification (n° 3925-V-SD du 7 avril 2023) a été notifiée à l'EFS concernant les CIR de 2019 à 2021.

Au total, les rectifications se sont élevées à :

- 1 442 458 € pour les quatre années de CIR contrôlées ;
- 1 831 477 € pour l'IS de 2019 (résultat fiscal non déficitaire) ;
- 116 527 € de TVA à reverser sur des cessions immobilières.

L'EFS s'est acquitté de l'intégralité de ces redressements non contestés et a obtenu une remise gracieuse intégrale de toutes les pénalités et intérêts de retard.

2.3 Immobilisations

2.3.1 Biens mis à disposition de l'EFS

La DGFIP a demandé aux Etablissements publics nationaux de comptabiliser à leur actif l'intégralité des biens immobiliers considérés comme contrôlés par les établissements (instruction DGFIP n°2012/11/6584 du 18 décembre 2012).

Des discussions avec le Ministère de l'Economie et des Finances, il a résulté que le contrôle par l'EFS des biens mis à disposition (MAD) est considéré acquis lorsque, pour un bien, les conditions suivantes sont cumulativement réunies :

- le loyer, net des remises significatives sur le chiffre d'affaires, est inférieur à 50 % de la valeur de marché moyenne, estimée à 70 €/m² (incluant de fait l'absence totale de loyer) ;
- l'EFS assure le financement des gros travaux normalement imputables au propriétaire.

L'intégration au bilan des biens mis à disposition de l'EFS s'est achevée en 2015 et fait l'objet de mises à jour régulières en fonction de l'occupation de nouveaux locaux ou au contraire de l'abandon par l'EFS de ces entités.

Pour 2023, les locaux situés au sein de l'hôpital de Meaux (77) ont été sortis des biens mis à disposition de l'EFS compte tenu de la fermeture de ce site.

Au 31 décembre 2023 figurent au bilan 24 biens mis à disposition et contrôlés pour un montant en valeur brute de 19,8 M€ dont 17,3 M€ pour les bâtiments et 2,5 M€ pour les terrains, en contrepartie d'un financement externe de l'actif.

Ces biens font l'objet d'un amortissement conforme aux pratiques habituelles de l'EFS (méthode des composants). Les financements externes de l'actif comptabilisés en contrepartie sont repris en résultat au même rythme, annulant tout impact sur le compte de résultat à ce titre.

2.3.2 Dépréciations d'immobilisations

➡ Provision pour risque de délocalisation

Dans le cadre de la gestion de son parc immobilier et de l'optimisation de ses implantations sur l'ensemble du territoire, l'EFS réalise chaque année une enquête patrimoniale qui permet d'actualiser le risque de devoir quitter certains sites dans les 3 années à venir.

La valeur nette comptable des agencements immobiliers concernés fait l'objet d'une dépréciation mise à jour chaque année.

Au 31 décembre 2023, la dépréciation totale pour ces agencements s'élève à 1,2 M€, sans évolution significative par rapport à l'année précédente.

2.3.3 Principaux travaux immobiliers

- ➡ Compte tenu des mises en service de locaux effectuées dans le courant de l'année 2023, les travaux immobiliers en cours au 31 décembre 2023 sont en diminution de 1 M€ par rapport à 2022 et s'élèvent à 10,5 M€.

Les principaux travaux immobiliers en cours sont :

- Réhabilitation des sites de la région Centre Pays de la Loire : 2 M€
- Plateau technique de Loos-lez-Lille : 1,9 M€
- Réhabilitation du site de Besançon : 2,7 M€

- ➡ En lien avec ces programmes de travaux, des mises en service de travaux immobiliers terminés ont été comptabilisées en 2023, principalement :

- Site régional de Tours Bretonneau : 1,8 M€
- Rénovation des locaux de thérapie cellulaire de Bordeaux : 0,7 M€
- Rénovation des sites de Perpignan et Toulouse Purpan : 1,2 M€
- Rénovation des locaux de QBD à Angers : 0,5 M€
- Travaux maison du don de Charleville-Mézières : 0,5 M€

2.4 Provisions pour risques et charges et dépréciations de l'actif

2.4.1 Construction Nancy Lobau et dossier CHU de Nancy

- ➡ La mise en service de l'immeuble du site de Nancy-Lobau a été prononcée en date du 18 janvier 2015 après de nombreux aléas intervenus au cours de la période de construction prolongeant la durée des travaux au-delà des estimations initiales.

Une réclamation a été présentée par l'entreprise générale de travaux publics Halle, pour un montant de 6 M€ HT.

Cette demande a été refusée par l'EFS car jugée contractuellement non fondée. L'entreprise a porté le contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy. La note d'avocat conclut à l'absence de démonstration de faute de l'EFS. Les préjudices éventuels que l'EFS aurait à connaître du fait de ces déboires de construction seraient à la charge de l'entreprise Halle.

Par ailleurs, le CHU de Nancy estimant avoir subi un préjudice du fait du retard pris pour la relocalisation des activités de l'EFS (à Lobau) a émis à l'encontre de l'EFS une réclamation indemnitaire de 908 082 € que l'Etablissement a rejetée.

Le CHU de Nancy a sollicité auprès du ministère du budget l'engagement d'une procédure de mandatement d'office. Le 12 février 2020, l'Etat a rejeté cette demande au motif que la créance était trop incertaine pour donner lieu à une telle procédure.

Le CHU de Nancy a saisi le Tribunal Administratif de Nancy par requête enregistrée le 17 juin 2020 en mettant en cause l'Etat pour cette décision. Le TA de Nancy a renvoyé la requête devant le Tribunal Administratif de Paris par ordonnance du 27/09/2021.

A ce stade, le dossier a évolué avec une mise en cause directe de l'EFS devant le Tribunal Administratif de Paris. L'affaire n'a fait l'objet d'aucun jugement en 2023.

Une provision pour risque avait été constituée à hauteur de 908 K€ à ce titre en 2021 et demeure inchangée.

2.4.2 Affaire Mérel

➡ Pour rappel, les époux Mérel ont détourné des fonds à hauteur de 8,5 M€, dont 5,3 M€ sous période EFS. L'assurance Chubb a indemnisé l'EFS à hauteur de 3 M€.

Les époux Mérel ont été condamnés en audiences correctionnelles des 23 et 25 octobre 2013 à des peines de prison, maintenant terminées, et au remboursement de la somme détournée de 8,5 M€ ainsi qu'au paiement de 0,1 M€ pour préjudice moral.

Les sommes perçues par l'EFS sur la réalisation d'actifs des époux Mérel jusqu'en 2015 puis au titre de versements du pécule du prisonnier se sont élevées à 1,5 M€. Depuis 2019, des saisies sur les retraites des époux sont pratiquées chaque mois.

Au total, les époux Mérel restent redevables de 6,9 M€ auprès de l'EFS. Cette créance est totalement provisionnée.

Toutes les actions en recouvrement possibles se poursuivent de manière à réduire cette créance.

Par ailleurs, la mise en débet de l'Agent comptable principal en fonction à cette période a fait l'objet d'une procédure de recours en cassation auprès du Conseil d'Etat qui a annulé l'arrêt initial de la Cour des Comptes. Un jugement définitif de la Cour, rendu le 3 janvier 2018, a conclu à l'absence de toute charge à l'encontre de l'Agent comptable principal.

Au vu de ces éléments, le Conseil d'Administration de l'EFS du 7 octobre 2022 a émis un avis favorable à la demande de remise gracieuse des débits des ACS de Bretagne.

Leur dossier a également été apprécié de manière favorable par un avis du Ministre des Finances du 20 février 2023, ce qui a permis de solder en totalité le dossier de mise en débet des agents comptables secondaires au cours de l'exercice 2023, **sans impact sur le compte de résultat** de l'EFS.

2.4.3 Affaire Garretta

➡ Pour rappel, par arrêté du 9 mai 2001, la Cour d'Appel de Versailles a condamné Michel Garretta à rembourser à la FNTS/EFS (dans le cadre de la reprise des droits et obligations de la FNTS par l'EFS) la somme de 0,9 M€. Cette créance productive d'intérêts, représente actuellement un montant de 1,6 M€ dans les comptes de l'EFS, totalement couverte par une provision à 100%.

Les différentes tentatives de recouvrement exercées depuis lors par l'EFS se sont révélées infructueuses, notamment du fait de la mise en liquidation judiciaire de M. Garretta par jugement du Tribunal de Commerce de Bobigny du 12 septembre 2012.

La clôture de la procédure de liquidation prononcée le 26 février 2020, à la demande du liquidateur, au motif de l'insuffisance d'actif, éteint les possibilités de recouvrement de la créance de l'EFS qui avait été produite dans cette affaire.




Le ministère public ayant interjeté appel à l'encontre du jugement prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de Michel Garretta, cette affaire a été plaidée devant la Cour d'Appel de Paris. Le jugement rendu le 17 novembre 2020 a confirmé la clôture de la procédure collective de Michel Garretta.

La procureure générale près la Cour d'Appel de Paris a exercé, par acte en date du 03/02/2021, notifié à l'EFS, un pourvoi sollicitant la cassation et l'annulation pour violation de la loi de l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 17/11/2020 ayant confirmé la clôture de la procédure pour insuffisance d'actifs. Ce pourvoi a fait l'objet d'un rejet en date du 14 septembre 2022.

Par cet arrêt rendu le 14 septembre 2022, la chambre commerciale de la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi formé. Constatant que les procédures de recouvrement sont maintenant irrémédiablement closes, le Conseil d'Administration de l'EFS lors de sa séance du 10 mars 2023 a accepté l'admission en non-valeur de la créance de M. Garretta devenue totalement irrécouvrable pour un montant de 1,6 M€. Cette décision est **sans impact sur le résultat**, cette créance ayant été totalement provisionnée au cours des années antérieures.

2.4.4 *Service à Comptabilité Distincte (SACD) - contentieux transfusionnels*

Contentieux organismes Tiers Payeurs

-  L'article 67 de la loi du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 a confié à l'ONIAM un nouveau dispositif de règlement amiable des dommages imputables à des contaminations par le virus de l'hépatite C d'origine transfusionnelle. A également été prévue la substitution de l'ONIAM à l'EFS dans le cadre des contentieux en cours concernant les demandes d'indemnisation introduites par les victimes auprès des anciens centres de transfusion sanguine (CTS) ou directement auprès de l'EFS depuis 2000.
-  Par ailleurs, afin de continuer à bénéficier de garanties assurantielles et de ne pas laisser l'entier financement à la CNAMTS, l'article 72 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 a ouvert une action directe de l'ONIAM contre les assureurs des anciens CTS ainsi qu'une action des tiers payeurs, notamment des CPAM, contre l'EFS afin de se voir rembourser les débours exposés, action ouverte uniquement si l'EFS peut mobiliser une garantie assurantielle. Cependant le refus de garantie opposé par les assureurs des anciens centres de transfusion avait mis en échec le dispositif et fait peser sur le seul EFS le poids des débours.
-  En vue de simplifier la gestion des dossiers réclamés par les CPAM à l'EFS, la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2021, dans son article 39, a ouvert aux CPAM la possibilité d'une action directe contre les assureurs de l'EFS lorsque leurs assurés ont été victimes de contaminations transfusionnelles. La mise en œuvre de cette mesure a fait l'objet de diverses réunions de cadrage courant 2021 ayant permis d'aboutir aux décisions suivantes :

1. pour les demandes amiables déjà adressées par les Caisses à l'EFS, l'EFS n'y donnera pas suite et les Caisses n'initieront pas de recours contre l'EFS et aucune nouvelle demande ne sera adressée à l'EFS ;
2. pour les contentieux judiciaires en première instance, les Caisses procéderont à un désistement d'instance ;
3. pour les contentieux en appel, poursuite des instances initiées par l'EFS lorsqu'il a été condamné en première instance ;
4. concernant les actions initiées par les Caisses après défaite en première instance, gestion au cas par cas des éventuels désistements d'instance.

Le point 1 a été mis en œuvre dès 2021. L'EFS ne reçoit plus de demandes amiables de la part des Caisses. Toutes les provisions antérieurement constituées à ce titre ont été reprises en 2021.

Concernant les points 2 à 4, les audiences se déroulent en fonction des calendriers des différents tribunaux. Les provisions sont donc adaptées au fur et à mesure des décisions de justice. Le montant de ces provisions au 31 décembre 2023 s'élève à 1,1 M€.

Par ailleurs, les provisions constatées pour couvrir le risque de paiement des frais futurs dans les dossiers pour lesquels l'EFS a déjà été condamné de manière définitive sont maintenues pour couvrir ces frais évalués à 1,1 M€.

Autres contentieux transfusionnels hors du champ de l'ONIAM

Certains dossiers de contentieux transfusionnels se rapportant à des cas particuliers de victimes n'entrant pas dans le champ des prises en charge de l'ONIAM sont directement gérés par l'EFS.

Deux dossiers sont toujours en cours au stade judiciaire de l'appel. Ils n'ont fait l'objet d'aucune évolution en 2023, une provision de 1 M€ inchangée est maintenue dans les comptes.

2.4.6 *Provision pour risques et charges fiscales*

Provision pour TVA à régulariser sur les immobilisations

Suite aux dispositions fiscales relatives à l'exonération de TVA de l'ensemble des produits sanguins à usage thérapeutique à compter du 1^{er} janvier 2019, liées à la transposition dans la réglementation fiscale française d'une décision communautaire (Cour de Justice de l'Union Européenne du 5 octobre 2016), le coefficient d'assujettissement à la TVA de l'EFS a fortement baissé en 2019 puisqu'une grande partie de ses activités est désormais exonérée de TVA.

En conséquence, le coefficient général de récupération de TVA sur les dépenses est passé de 84 % en 2018 à 14 % en 2019.

Resté inchangé jusqu'en 2022, le prorata global de récupération de TVA passe de 14 % à 17 % à compter de 2023.

Un reversement de la TVA initialement déduite sur les immobilisations par 1/5^{ème} (biens meubles) ou 1/20^{ème} (immeubles) sur la période restant à courir doit être effectué. Cette régularisation est intervenue à compter de l'exercice 2019 et consiste à reverser chaque année pendant 5 ans pour les biens meubles et pendant 20 ans pour les immeubles, le montant de TVA antérieurement déduite sur les immobilisations concernées.

Une provision intégrant la totalité des conséquences de cette mesure avait été constituée en 2019 à hauteur de 23 M€. Elle est partiellement reprise chaque année en fonction des reversements pris en compte.

Pour 2023 : la reprise de provision à ce titre s'est élevée à 3,2 M€ ramenant le solde de la provision pour les années à venir à un total de 10,7 M€.

Réponse de l'administration fiscale au rescrit « TVA »

Une nouvelle méthode de calcul du prorata de TVA récupérable a été envisagée. Ce nouveau calcul, plus avantageux pour l'EFS, a fait l'objet d'un rescrit adressé à l'Administration Fiscale le 19 décembre 2022. La réponse au rescrit a été reçue, datée du 15 février 2024.

Dans sa réponse, l'Administration valide les demandes que l'EFS avait formulées et les techniques comptables de détermination du prorata proposées, ce qui permet à l'Etablissement de bénéficier d'un prorata de TVA récupérable qui lui est plus favorable.

La réponse au rescrit étant d'application immédiate et impactant de manière importante les comptes 2023 de l'EFS, des écritures complémentaires ont dû être prises en compte au 31/12/2023.

Les impacts comptables enregistrés sur les comptes 2023 sont les suivants :

- Reprise de la provision constituée sur les déductions de TVA de 2020 et 2021 : + 7,2 M€ ;
- TVA déductible supplémentaire pour 2022 en application des nouvelles modalités de calcul : + 1,5 M€ ;
- TVA déductible supplémentaire pour 2023 en application des nouvelles modalités de calcul : + 2,1 M€ ;
- Ajustement des montants relatifs à la TVA à reverser sur immobilisations pendant 20 ans suite au changement de régime fiscal de 2018 : + 0,4 M€.

Provision pour risque de reversement d'indu de TVA aux clients

A l'occasion de la modification du régime de TVA des produits sanguins intervenue en 2019 suite à la transposition dans la réglementation fiscale française d'une décision communautaire (Cour de Justice de l'Union Européenne du 5 octobre 2016), certains clients avaient sollicité le remboursement de la TVA facturée par l'EFS au cours des 3 années précédant la décision de la CJUE.

Les tribunaux français saisis de ces demandes les avaient rejetées jusqu'en 2022, estimant que l'EFS n'intervenait que comme intermédiaire pour le compte de l'Etat dans le cadre de la TVA collectée.

En septembre 2022, la Cour Administrative d'Appel de Marseille en a jugé différemment, estimant que l'EFS se devait de restituer aux demandeurs une somme indûment perçue correspondant au montant de la TVA encaissée. L'EFS a décidé de se pourvoir en Cassation contre ces arrêts devant le Conseil d'Etat.

Par un arrêt du 23 novembre 2023, le Conseil d'Etat a rejeté le pourvoi et condamné l'EFS à restituer les sommes réclamées par les établissements de santé requérants.

Les encours judiciairisés concernés s'élèvent à 1,1 M€ et ont fait l'objet d'une provision pour risque en 2022. Les mises en paiement effectives vont devoir être réalisées dans le courant de l'année 2024 au fur et à mesure des jugements qui interviennent dans chaque dossier. Ces versements seront sans impact sur les résultats à venir compte tenu de la provision existante.

2.4.7 Provisions relatives aux relations contractuelles

Provisions pour demandes d'indemnités d'imprévision sur les marchés publics

Dans le contexte de la flambée mondiale des cours de l'énergie et des matières premières, certains fournisseurs titulaires de marchés publics avec l'EFS, ont sollicité la prise en compte de leurs difficultés financières imprévisibles et demandé, conformément à la circulaire du Premier Ministre du 30 mars 2022, que leurs soient accordées des indemnités d'imprévision.

Des négociations ont été ouvertes avec certains fournisseurs afin d'étudier les justifications comptables de leurs demandes et les réduire autant que possible.

Au total, une provision de 1,2 M€ avait été constituée à ce titre pour 2022. Au cours de l'exercice 2023, une indemnité de 548 K€ a été versée.

Compte tenu des demandes en cours au 31 décembre 2023, un solde de 500 K€ reste provisionné.

Litige contractuel avec un client

Divers manquements contractuels sont reprochés à l'EFS par une société cliente, dans le cadre d'un contrat de partenariat confiant à l'EFS une mission de développement d'un médicament de thérapie innovante (MTI) expérimental.

La société cliente a assigné l'EFS devant le Tribunal Judiciaire de Grenoble le 24 novembre 2023.

A ce stade et sur avis de l'avocat en charge du dossier, il peut être envisagé un risque de condamnation pécuniaire limité à 0,5 M€ (risque correspondant à la demande du client au titre de sommes inutilement versées par lui à des tiers dans le cadre du projet, exclusion faite en l'état actuel de la demande, de dommages et intérêts complémentaires évalués par le demandeur à 12 millions d'euros).

2.4.8 Stocks de sang placentaire

Le coût unitaire retenu pour la valorisation des unités de sang placentaire (USP) a été revu en 2016 de manière à exclure les coûts de sous-activité liés aux banques passives qui ne réalisent que du stockage.

Les points suivants ont été retenus :

- non prise en compte des coûts d'exploitation des banques passives dans le calcul du coût de revient ;
- intégration de la facturation aux maternités des consommables fournis par l'EFS utilisés lors des prélèvements ;
- intégration des éventuelles subventions d'exploitation reçues au titre de l'activité de production.

Avec cette méthode inchangée depuis 2016 on obtient un coût de revient par USP de 4 654 € pour 2023 contre 3 949 € pour 2022, soit une augmentation de + 17,9%.

Le nombre de greffons stockés a augmenté passant à 59 393 USP à fin 2023, contre 48 610 USP à fin 2022. Le taux de rotation est passé de 0,16% en 2022 à 0,14% en 2023.

- Compte tenu du niveau très bas du taux de rotation de ces produits, il a été décidé de constater une provision pour dépréciation à hauteur de 100 % de la valeur du stock.

Au total, la provision passe de 65,8 M€ en 2022 à 66,5 M€ en 2023, soit une augmentation de 0,7 M€.

2.4.9 Provisions relatives à un risque social

Une jurisprudence récente de la Cour de Cassation, intervenue en septembre 2023, a mis en conformité le droit français avec le droit européen en matière de congés payés : il résulte des décisions concernées que les salariés en arrêt maladie non professionnelle continuent à acquérir des droits à congés payés pendant leur arrêt de travail.

L'EFS a calculé le nombre de jours qui seraient concernés par un effet rétroactif de cette jurisprudence sur les arrêts maladie de 2023 et des 2 années précédentes.

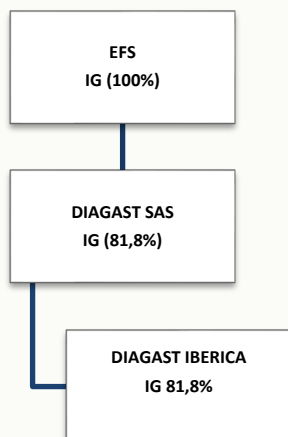
La valorisation de ce nombre de jours de congés perdus a été effectuée en fonction de la rémunération moyenne du statut de chaque collaborateur par application de la formule :

$$\text{Rémunération moyenne journalière du statut} * \text{nombre de jours de congés perdus} * \text{taux d'activité du collaborateur} * \text{taux moyen de charges patronales}$$

Au total, une provision de 4,5 M€ a ainsi été constituée pour couvrir ce risque.

3 Organigramme et périmètre du groupe

3.1 Organigramme du groupe au 31 décembre 2023



3.2 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2023

Le Groupe est composé de l'EFS et du sous-groupe DIAGAST qui comprend la société française DIAGAST (SAS) incluant son établissement situé en Inde et sa filiale Diagast Iberica en Espagne.

Unités	Adresses	31/12/2023			31/12/2022		
		Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.
Etablissement Français du Sang	20, Avenue du Stade de France , 93218 La Plaine Saint Denis	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
DIAGAST	0251 Avenue Eugène Avinée, Parc Eurasanté LOOS 59120	81,82 %	81,82 %	IG	81,82 %	81,82 %	IG
DIAGAST IBERICA	CaIIe SOBERANIA 2, GALAPAGAR (MADRID)	81,82 %	100,00 %	IG	81,82 %	100,00 %	IG

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Règles générales d'établissement et de présentation des comptes

Les comptes consolidés du Groupe EFS ont été arrêtés selon les obligations des établissements publics de l'Etat résultant de la combinaison des articles 135 et 136 de la loi n° 2003-706 du 1er août 2003 de sécurité financière.

Les comptes consolidés du Groupe EFS au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023 sont établis conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables ANC n° 2020-01 du 6 mars 2020 relatif aux sociétés commerciales et entreprises publiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables ;

- indépendance des exercices ;

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés.

4.2 Principes de consolidation

Les comptes de ces sociétés, placées directement ou indirectement sous le contrôle exclusif du groupe EFS, sont consolidés par la méthode de l'intégration globale.

Toutes les sociétés consolidées par le Groupe établissent une clôture annuelle au 31 décembre.

Toutes les transactions et tous les soldes intragroupes significatifs entre les sociétés appartenant au Groupe sont éliminés.

4.3 Conversion monétaire

Les états financiers de l'établissement DIAGAST situé en Inde sont convertis en euros par application de la méthode suivante :

- les postes de bilan, hormis les capitaux propres, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes ;
- les capitaux propres sont maintenus au cours historiques ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de change de l'exercice.

Les différences de conversion sont portées à la rubrique « écarts de conversion » dans les capitaux propres du groupe.

4.4 Opérations diverses

Les ventes ainsi que les achats en devises étrangères sont comptabilisées au cours en vigueur à la date d'émission de la facture et de comptabilisation du chiffre d'affaires, ou au cours de couverture dans le cas où la Société a contracté un instrument qui fige le cours de la devise à l'échéance.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours du dernier jour de l'exercice. Les pertes et gains de change latents sur soldes monétaires en devises ne faisant pas l'objet de couverture et la différence éventuelle entre le montant valorisé au cours de couverture et le montant enregistré initialement au cours du jour de l'opération est constatée en résultat financier.

4.5 Frais de recherche et de développement et crédit d'impôt correspondant

Les frais de recherche et développement composés essentiellement de dépenses de personnel, d'achats de consommables, de travaux et études sous-traités et de charges d'amortissement d'immobilisation sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Ces frais ouvrent droit en France, sous certaines conditions, à un crédit d'impôt enregistré à la clôture de l'exercice. Lorsqu'il n'a pu être utilisé pour compenser un impôt dû, le crédit d'impôt fait l'objet d'un remboursement au terme d'un délai de trois ans qui suit sa constatation.

4.6 Ecart d'acquisition

Toutes les prises de contrôle exclusif doivent être comptabilisées selon la méthode générale de la juste valeur. Selon cette méthode, le coût d'acquisition des titres et les actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition sont évalués à la juste valeur et l'écart d'acquisition positif qui en résulte est comptabilisé à l'actif du bilan.

Coût d'acquisition

Le coût d'acquisition des titres est égal au montant de la rémunération remise au vendeur par l'acquéreur majoré de tous les autres coûts directement imputables à l'acquisition en nets d'impôts.

Lorsque la convention d'acquisition prévoit un ajustement de prix d'acquisition dépendant d'un ou plusieurs événements, le montant de la correction doit être inclus dans le coût d'acquisition à la date d'acquisition si cet ajustement est probable et si le montant peut être mesuré de façon fiable.

L'écart d'acquisition positif est inscrit à l'actif immobilisé et amorti sur une durée qui doit refléter, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition.

Les écarts d'acquisition sont amortis de façon linéaire sur une durée de 5 ans.

Actifs et passifs identifiables

Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise, y compris les éléments incorporels, sont des éléments susceptibles d'être évalués séparément dans des conditions permettant un suivi de leur valeur. Pour les actifs incorporels, tel peut-être notamment le cas des brevets, marques et relations contractuelles avec les clients.

Un actif incorporel est reconnu et inscrit séparément au bilan consolidé dès lors qu'il répond aux conditions de définition et de comptabilisation du règlement n°2020-01. Son évaluation doit être faite selon des critères objectifs et pertinents, essentiellement fondés sur sa valeur de marché s'il en existe une ou sur les avantages économiques futurs qu'il permettra de dégager.

4.7 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Toutes les immobilisations incorporelles ont une durée de vie définie et sont amorties sur la base de leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

Immobilisation	Durée d'amortissement
Frais de R&D	5 ans
Concessions, brevets	1 à 5 ans
Fonds commercial	Droit d'occupation non amortissable

Dans le compte de résultat, les charges d'amortissement des immobilisations incorporelles sont comptabilisées en « dotations aux amortissements sur immobilisations ».

4.8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements.

Tous les biens corporels sont amortis sur la base de leur durée d'utilité en mode linéaire et comme ci-dessous suivant leur nature :

Immobilisations	Durée d'amortissement
Constructions	10 à 25 ans
Matériel industriel & installations techniques	5 à 15 ans
Installations, agencements et aménagements divers	10 à 15 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans
Mobilier	10 ans

Dans le compte de résultat, les charges d'amortissement des immobilisations corporelles sont comptabilisées en « dotations aux amortissements sur immobilisations ».

4.9 Bien acquis par un crédit-bail

Les biens financés par un contrat de crédit-bail, qui transfère au Groupe les risques et avantages liés à la propriété, ou dont la valeur actualisée des loyers est environ égale à la valeur à neuf du bien, sont comptabilisés dans les immobilisations avec en contrepartie, l'inscription d'une dette financière.

Ils sont amortis sur la durée de vie du bien lorsque le contrat est assorti d'une option d'achat ou sur la durée résiduelle du contrat. La dotation aux amortissements correspondante est comprise dans les charges d'amortissement.

4.10 Dépréciation des actifs immobilisés

A chaque clôture, le Groupe examine si un indice de perte de valeur existe sur ses actifs immobilisés. En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué de manière à vérifier que la valeur nette comptable n'est pas supérieure à la valeur actuelle.

La valeur actuelle est la plus haute de la valeur vénale et de la valeur d'usage. La valeur vénale correspond au montant, net des coûts de sortie, qui pourrait être obtenu, à la date de la clôture, de la vente de l'actif, lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché. La valeur d'usage est déterminée en fonction des flux nets de trésorerie attendus.

Si la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable des actifs, une perte de valeur est comptabilisée afin de ramener cette dernière à sa valeur actuelle. La nouvelle valeur de l'actif est amortie prospectivement sur la durée de vie résiduelle de l'actif.

4.11 Immobilisations financières

Ce poste regroupe les titres de participation non consolidés, les dépôts et cautionnements versés et les prêts. Les titres de participation non consolidés sont enregistrés à leur coût d'acquisition (prix d'achat augmenté des frais d'acquisition) ou à leur valeur d'apport.

Lorsque leur valeur d'inventaire à la date de clôture est inférieure à la valeur comptabilisée, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence. La valeur d'inventaire des titres est appréciée sur la base de critères tels que la quote-part de situation nette, l'évolution du chiffre d'affaires et la rentabilité durable.

Les prêts constitutifs de la participation de la société à l'effort construction sont inscrits au bilan pour leur valeur comptable.

4.12 Stocks et encours

Les stocks et en-cours de production sont valorisés de la manière suivante :

- la valeur brute des approvisionnements correspond au prix d'achat augmenté des frais accessoires d'achat à l'exception de toute valeur ajoutée ;
- les en-cours de production sont valorisés à leur coût de revient en fonction de l'état d'avancement des travaux ;
- le stock de consommables est valorisé selon la méthode du « prix unitaire moyen pondéré » ;
- le stock de produits finis est valorisé sur la base des coûts de revient issus de la comptabilité analytique.

Une dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur nette de réalisation de ces stocks est inférieure à leur valeur nette comptable.

4.13 Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les créances identifiées comme douteuses font l'objet d'une dépréciation spécifique, déterminée au cas par cas, en fonction des garanties et des risques estimés.

4.14 Trésorerie active

La trésorerie brute inclut les disponibilités et équivalent de disponibilités ainsi que les valeurs mobilières de placement.

Les disponibilités et équivalents de disponibilités sont constitués par les liquidités immédiatement disponibles et par les placements à court terme, sans risque en capital, dont l'échéance est généralement inférieure ou égale à trois mois à leur date d'acquisition.

Les valeurs mobilières de placement sont constituées des actions propres détenues dans le cadre d'un contrat de liquidité.

4.15 Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation, légale ou implicite, vis-à-vis d'un tiers, résultant d'événements passés et dont il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

Une provision pour indemnités de départ à la retraite est comptabilisée conformément à la recommandation 2003-R01 du CNC.

4.16 Retraites et autres engagements vis-à-vis du personnel

Les engagements pour indemnités de fin de carrière sont déterminés selon les méthodes et hypothèses suivantes :

- a) hypothèse d'un âge moyen de départ à la retraite à l'âge de 64 ans ;
- b) indemnité de départ à la retraite, qui est fixée par comparaison entre l'indemnité conventionnelle et l'indemnité légale, l'indemnité retenue étant celle qui est la plus favorable des deux ;
- c) les charges sociales attachées sont provisionnées en fonction du pourcentage moyen annuel de charges sur salaires de 41,30 %
- d) le taux d'actualisation appliqué correspond à l'OAT TEC 20 ans, soit 2,96 %;

- e) la table de mortalité utilisée est celle des années 2018-2020 de source INSEE avec distinction homme/femme ;
- f) le turn-over a été déterminé à partir d'un turn-over moyen par tranche d'âge de 3,78% pour l'EFS (3,65% en 2022); pour Diagast, le taux de turn-over calculé par catégorie socio-professionnelle et tranche d'âge est de 8,96%;
- g) les salaires ont été revalorisés selon un taux moyen annuel de 3,55 % pour l'EFS et 1,00% pour Diagast SAS.

Pour rappel, il a été décidé d'adopter pour l'EFS, au 31 décembre 2014, la recommandation ANC n°2014-02, permettant d'appliquer la méthode du corridor.

4.17 Passifs éventuels

Un passif éventuel est :

- Soit une obligation potentielle de l'entreprise à l'égard d'un tiers résultant d'événements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ;
- Soit une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés au bilan ; ils sont mentionnés en annexe.

4.18 Intéressement et plan d'épargne salariale

L'accord d'intéressement se concentre sur les objectifs stratégiques de l'Etablissement, en fixant trois critères d'allocation de l'intéressement :

- **l'efficience de l'EFS**, basée sur le rapport de l'excédent brut d'exploitation sur le chiffre d'affaires ;
- **l'autosuffisance de l'EFS**, basée sur le niveau des stocks en CGR (Concentrés de Globules Rouges) ;
- **la dimension « sécurité et qualité »** de l'activité, constitué par l'absence de la mise en demeure de l'ANSM (Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé) sur l'année considérée.

Un bonus d'intéressement est calculé en cas de progression du taux de fidélisation des donneurs d'une année sur l'autre.

L'EFS a mis en place un Plan d'Epargne Entreprise (PEE) et un Plan d'Epargne Retraite Collectif (PERECO), externalisés auprès d'un organisme qui gère les fonds déposés.

4.19 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel intègre les éléments exceptionnels de l'activité ordinaire ainsi que les éléments extraordinaires de la période pour Diagast.

L'application de l'instruction comptable M9 à l'EFS conduit à intégrer dans le résultat d'exploitation tous les éléments exceptionnels de l'activité ordinaire.

4.20 Critères d'appréciation retenus pour l'identification des opérations exceptionnelles

Les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'entreprise sont comptabilisés dans le résultat exceptionnel. Les éléments des activités ordinaires même exceptionnels par leur fréquence ou leur montant sont compris dans le résultat courant.

4.21 Impôts sur les sociétés et impôts différés

Les impôts différés sont constatés dans le compte de résultat et au bilan selon la conception étendue pour tenir compte du décalage entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs.

En application de la méthode du report variable, les impôts différés sont ajustés, chaque année, en fonction des changements des taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés sont pris en compte :

- à hauteur des passifs d'impôts différés arrivant à échéance dans la période au cours de laquelle ces actifs restent récupérables ;
- ou lorsqu'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans le futur.

5 Notes sur le Bilan

5.1 Ecart d'acquisition

Ecart d'acquisition	Ouverture	Augmentation s	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Montant brut	1 661 344					1 661 344
Amortissement	1 661 344					1 661 344
Ecart d'acquisition nette						

L'écart d'acquisition concerne l'acquisition en 2014 de la société Abo-Diag qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine dans DIAGAST en 2016.

Le coût d'acquisition est constitué par :

- le prix de base de 3 M€ ;
- le montant des frais d'acquisition des titres ABO DIAG de 6 506 € correspondant aux dépenses nettes d'impôts directement liées à l'acquisition et engagés avant l'acquisition tels que notamment les frais de conseils (honoraires relatifs à des conseils de nature comptable, juridique, fiscale, en stratégie et études de marché, en environnement ou en ressources humaines) ainsi que les frais relatifs aux formalités légales et dépenses liées.

Calcul de l'écart d'acquisition

Compte tenu des éléments décrits ci-dessus le calcul de l'écart d'acquisition se présente comme suit :

Prix payé	3 000 000
Frais d'acquisition	6 506
Coût d'acquisition	3 006 506
Capitaux propres ABO DIAG 31/12/2013	1 017 960
Réévaluation des actifs incorporels	490 804
Impôt différé passif relatif à la réévaluation	- 163 601
Provision pour indemnité de départ en retraite	-
Total des actifs et passifs identifiables	1 345 163
Ecart d'acquisition	1 661 343
Amortissement annuel de l'écart d'acquisition	332 269

L'écart d'acquisition positif, correspondant à la prime payée par DIAGAST en contrepartie d'avantages procurés par la prise de contrôle, (élimination d'un concurrent, accès à un nouveau marché...), non attribuable directement à des éléments d'actif, sera amorti sur 5 ans. Cette durée reflète, selon la direction de la société, aussi raisonnablement que possible les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

En ce qui concerne le complément de prix Objectif Performance, celui-ci est directement lié à la capacité effective d'adapter la technologie aux différents besoins d'analyses en immuno-hématologie

(IH) dont la Recherche d'Anticorps Irréguliers (RAI). Les modalités d'évaluation de l'Objectif de Performance sont décrites dans le Protocole d'Evaluation qui figure en annexe du contrat de cession. Selon le contrat de cession, « les résultats de cette évaluation devront être disponibles dans un délai maximum de douze mois à compter de la date de réalisation », soit le 13 mars 2015.

Allocation du prix d'acquisition : actifs et passifs identifiables

Il a été convenu que l'intégration d'ABO-DIAG dans le périmètre de consolidation serait réalisée sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2013 et certifiés par le commissaire aux comptes.

Les comptes arrêtés au 31 décembre 2013 présentaient un total de capitaux propres égal à 1.017.960€.

On rappelle que le rapport du cabinet LAVOIX a été présenté lors de la réunion du 7 janvier 2015 et repose sur une moyenne arithmétique de quatre méthodes d'évaluation :

- estimation par la méthode des coûts ;
- estimation par la méthode des bénéfices ;
- estimation par la méthode du coefficient technique ;
- estimation par la méthode des redevances.

Elle s'élève à 635 K€ pour la première famille de brevets et à 975 K€ pour la seconde famille.

Cette évaluation, dont le montant total s'élève donc à 1.610 K€, constitue la totalité de l'actif incorporel identifiable. Compte tenu des actifs incorporels comptabilisés dans les comptes sociaux, le poste « concessions, brevets et droits similaires » doit être réévalué à hauteur de 1.610.000 – 1.119.196 soit 490.804 €.

La première famille de brevets dont la protection court jusqu'en 2028 sera amortie sur 14 ans et la seconde famille dont la protection va jusqu'en 2033 sera amortie sur 19 ans.

Compte tenu des éléments décrits ci-dessus le calcul de l'amortissement de l'écart d'évaluation se présente comme suit :

	Valeur initiale	Durée d'Amortissement	Valeur réévaluée	Ecart de réévaluation	Amortissement annuel de l'écart de réévaluation
Evaluation de la 1ère famille de brevets		14 ans	635 000		13 827
Evaluation de la 2ème famille de brevets		19 ans	975 000		15 643
Total	1 119 196		1 610 000	490 804	29 470

5.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

La variation des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Reclassements	Clôture
Frais de développement	5 417 756					5 417 756
Concessions, brevets et droits similaires	88 201 478	5 249 019	517 953		1 601 208	94 533 752
Fonds commercial	1 942 814					1 942 814
Autres immobilisations incorporelles	296 311					296 311
Immobilisations incorporelles en cours	4 263 646	688 385			-1 421 184	3 530 847
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	20 160				-20 160	
Immobilisations Incorporelles brutes	100 142 165	5 937 404	517 953		159 864	105 721 480

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Reclassements	Clôture
Frais de développement	5 311 617	97 422				5 409 039
Concessions, brevets et droits similaires	80 471 591	4 476 952	154 541			84 794 002
Fonds commercial	1 374 014					1 549 814
Autres immobilisations incorporelles	285 150	182 578				291 928
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Amortissements et provisions	87 442 372	4 756 952	154 541			92 044 783

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Reclassements	Clôture
Frais de développement	106 139	-97 422				8 717
Concessions, brevets et droits similaires	7 729 887	772 067	363 412		1 601 208	9 739 750
Fonds commercial	568 800					393 000
Autres immobilisations incorporelles	11 161	-182 578				4 383
Immobilisations incorporelles en cours	4 263 646	688 385			-1 421 184	3 530 847
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	20 160				-20 160	
Valeurs nettes	12 699 793	1 180 452	363 412		159 864	13 676 697

Le reclassement de +160 k€ provient d'immobilisations classées « immobilisations corporelles en cours » au 31/12/2022 alors qu'elles avaient une nature d'immobilisations incorporelles et qui ont donc été reclassées lors de leur mise en service.

La variation des immobilisations corporelles est ci-dessous :

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Reclassements	Clôture
Terrains	15 106 107	18 380	114 548			15 009 939
Constructions	445 745 235	6 800 106	6 628 690		6 888 474	452 805 125
Installations techniques, matériel, outillage	287 253 617	12 524 097	18 891 647		181 147	281 067 214
Autres immobilisations corporelles	77 944 401	4 086 391	3 548 128		306 622	78 789 286
Immobilisations en cours	16 418 467	13 924 155			-7 492 407	22 850 215
Avances et acomptes	43 700	184 392			-43 700	184 392
Valeurs brutes	842 511 527	37 537 521	29 183 013		-159 864	850 706 171

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	2 531 829	95 733	278 637			2 348 925
Constructions	304 303 242	18 039 969	5 684 873			316 658 338
Installations techniques, matériel, outillage	202 300 584	17 358 558	18 378 206			201 280 936
Autres immobilisations corporelles	62 800 253	5 990 536	3 496 874			65 293 915
Immobilisations en cours	112 858					112 858
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	572 048 766	41 484 796	27 838 590			585 694 972

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	12 574 278	-77 353	-164 089			12 661 014
Constructions	141 441 993	-11 239 863	943 817		6 888 474	136 146 787
Installations techniques, matériel, outillage	84 953 033	-4 834 461	513 441		181 147	79 786 278
Autres immobilisations corporelles	15 144 148	-1 904 145	51 254		306 622	13 495 371
Immobilisations en cours	16 305 609	13 924 155			-7 492 407	22 737 357
Avances et acomptes	43 700	184 392			-43 700	184 392
Valeurs nettes	270 462 761	-3 947 275	1 344 423		-159 864	265 011 199

- Le montant des acquisitions de l'exercice s'élève à 37,54 M€ (48,93 M€ en 2022).
- Les immobilisations de valeur significative ont fait l'objet d'un enregistrement par composants et les durées d'amortissement sont adaptées afin de correspondre aux durées réelles d'utilisation des biens.
- Les contrats de location-financement ont été retraités conformément à la méthode prévue par le règlement ANC 2020-01, c'est à dire que l'immobilisation que le Groupe prend au titre d'un contrat de location-financement est comptabilisée dans l'actif immobilisé à sa juste valeur, avec inscription en contrepartie d'une dette financière.
Cet actif immobilisé est ensuite amorti selon les règles régissant l'amortissement des immobilisations, la dette est amortie selon l'échéancier déterminé à la mise en place du contrat et elle est calculée sur la base d'un taux d'intérêt effectif annuel constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période.
Les immobilisations retraitées au titre des contrats de location-financement s'élèvent à 3,21 M€ en valeur nette comptable (5,57 M€ en 2022).
- Le fonds de commerce de Diagast SAS est provisionné à 100 % de sa valeur brute, soit 0,91 M€.
- L'incertitude quant au renouvellement de plusieurs droits d'occupation a conduit l'EFS à comptabiliser une provision pour dépréciation des agencements des constructions sur sol d'autrui pour 1,15 M€ en 2023 contre 1,43 M€ en 2022.

5.3 Immobilisations financières

La variation des immobilisations financières est ci-après :

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentation s	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés	36 027					36 027
Prêts	22 908 510	1 519 220	740 177			23 687 553
Autres immobilisations financières	1 721 427	479 934	451 496			1 749 865
Titres mis en équivalence						
Valeurs brutes	24 665 964	1 999 154	1 191 673			25 473 445

Provisions	Ouverture	Augmentation s	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	4 392	1				4 393
Titres mis en équivalence						
Provisions	4 392	1				4 393

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentation s	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés	36 027					36 027
Prêts	22 908 510	1 519 220	740 177			23 687 553
Autres immobilisations financières	1 717 035	479 933	451 496			1 745 472
Titres mis en équivalence						
Valeurs nettes	24 661 572	1 999 153	1 191 673			25 469 052

Les immobilisations financières représentent 25,47 M€ (24,66 M€ au 31 décembre 2022) regroupant les prêts et autres immobilisations financières :

- les prêts, d'un montant net de 23,69 M€ (22,91 M€ en 2022), correspondent pour l'essentiel, à des prêts consentis, au titre de l'effort de construction, à des organismes collecteurs ;
- les autres immobilisations financières correspondent à des dépôts et cautionnements versés, dont le montant net s'élève à 1,75 M€ contre 1,72 M€ en 2022.

5.4 Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours sont évalués au coût de revient réel de production ou au coût unitaire moyen pondéré lorsqu'ils sont achetés à l'extérieur.

Les profits sur les stocks acquis auprès des sociétés du Groupe ont été éliminés. Les stocks du Groupe, pour leur valeur brute au 31 décembre 2023, se décomposent de la manière suivante :

Valeurs brutes	31/12/2023	31/12/2022
Matières premières, approvisionnements	43 203 970	41 545 132
En-cours de production de biens	14 068 423	13 707 293
Produits intermédiaires et finis	95 409 322	92 153 774
Marchandises	2 834 345	3 500 517
Valeurs brutes	155 516 060	150 906 716

Provisions	31/12/2023	31/12/2022
Matières premières, approvisionnements	660 610	818 687
En-cours de production de biens	4 897 626	4 723 081
Produits intermédiaires et finis	66 017 551	65 071 528
Marchandises	21 838	788 595
Provisions	71 597 625	71 401 891

Valeurs nettes	31/12/2023	31/12/2022
Matières premières, approvisionnements	42 543 360	40 726 445
En-cours de production de biens	9 170 797	8 984 212
Produits intermédiaires et finis	29 391 771	27 082 246
Marchandises	2 812 507	2 711 922
Valeurs nettes	83 918 435	79 504 825

Les valeurs inscrites à l'actif sont constituées majoritairement des stocks de l'EFS.

Les valeurs brutes des stocks :

- Le stock final net des consommables de l'EFS s'élève à 35,5 M€ contre 36,6 M€ en 2022 ;
- Le stock final net des encours de production de l'EFS s'élève à 6,7 M€ contre 6,6 M€ en 2022 ;
- Le stock net des produits intermédiaires et finis de l'EFS est en augmentation, à 27,5 M€ contre 25,1 M€ en 2022 ;
- Le stock de sang placentaire de l'EFS : le stock brut de sang placentaire atteint 66,5 M€ contre 65,8 M€ en 2022 ;
- Le stock net de sang placentaire de l'EFS est de 0 M€ (totalement déprécié) comme en 2022 ;
- Le stock des marchandises de l'EFS est de 0,6 M€ contre 0,6 M€ en 2022.

Les dépréciations des stocks :

- La dépréciation du stock de consommables de l'EFS a donné lieu à la constitution de provisions à hauteur de 0,5 M€ contre 0,8 M€ en 2022
- La dépréciation du stock des encours de l'EFS est de 4,8 M€ en 2023 comparé à 4,5 M€ en 2022
- La dépréciation du stock de produits finis a conduit à la constitution de provisions à hauteur de 65,9 M€ contre 65,0 M€ en 2022, dont une provision pour dépréciation du stock de sang placentaire (produits finis) pour 63,5 M€ contre 63,0 M€ en 2022
- Le taux de provisionnement global du stock de sang placentaire est de 100%, comme au 31/12/2022

5.5 Créances clients et autres créances

Valeurs brutes	31/12/2023	31/12/2022
Créances clients et comptes rattachés	206 112 513	183 699 744
Actifs d'impôts différés	565 916	178 515
Autres créances	38 060 806	36 288 988
Valeurs brutes	244 739 235	220 167 247
Provisions	31/12/2023	31/12/2022
Créances clients et comptes rattachés	2 161 675	2 034 783
Actifs d'impôts différés		
Autres créances	5 590 691	12 493 778
Provisions	7 752 366	14 528 561
Valeurs nettes	31/12/2023	31/12/2022
Créances clients et comptes rattachés	203 950 838	181 664 961
Actifs d'impôts différés	565 916	178 515
Autres créances	32 470 115	23 795 210
Valeurs nettes	236 986 869	205 638 686

Les créances clients sont comptabilisées sous déduction éventuelle des provisions constituées pour des créances dont le recouvrement apparaît incertain à hauteur du montant du risque financier évalué. Les créances clients s'élèvent au 31 décembre 2023, en valeur nette à 203,95 M€ (181,66 M€ en 2022). Les autres créances représentent 32,47 M€ (23,80 M€ en 2022).

5.6 Trésorerie

Ce poste comprend les comptes courants de banques et des actifs financiers de gestion de trésorerie à court terme (moins d'un an). Mobilisables et cessibles à tout moment, ils sont valorisés à leur valeur d'acquisition, les variations de valeur étant comptabilisées en résultat lors de leur cession.

5.7 Provisions pour risques et charges

Les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers résultant d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue.

La variation des provisions se présente comme suit :

En Euros	Ouverture	Dotations	Reprises	Reclassement	Autres variations	Clôture
Provisions pour risques	31 543 117	10 416 384	12 831 079			29 128 422
Provisions pour charges	129 385 371	59 107 312	59 944 404			128 548 279
Passifs d'impôts différés						
Provisions pour risques et charges	160 928 488	69 523 696	72 775 483	0	0	157 676 701

Provisions pour autres risques

Les provisions pour risques d'un montant total de 29,13 M€ au 31 décembre 2023 (31,54 M€ au 31 décembre 2022) concernent essentiellement la provision pour litiges, la provision pour contentieux Tiers Payeurs (EFS) d'un montant de 3,2 M€ contre 3,5 M€ en 2022 et la provision pour Pôle Emploi de l'EFS. Celle-ci s'établit à 12,8 M€ contre 11,7 M€ en 2022.

Provisions pour charges

Les provisions pour charges d'un montant de 128,55 M€ au 31 décembre 2023 concernent essentiellement les provisions pour indemnités de fin de carrière pour 67,30 M€ (66,27 M€ au 31/12/2022), la provision pour régularisation de la TVA sur les immobilisations pour 10,7 M€ (13,9 M€ au 31/12/2022 - Cf. § 2.4.6), et les comptes épargne temps (CET) des salariés pour 45,7 M€ (44,1 M€ au 31/12/2022).

5.8 Emprunts et dettes financières

Tous les emprunts et dettes financières sont souscrits en euros.

Variation des emprunts et dettes financières :

En euros	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Clôture
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	18 182 203	5 233 924	2 174 492	21 241 635
Emprunts et dettes financières divers	127 014	6 478	32 337	101 155
Emprunt en crédit-bail	3 690 922		1 187 687	2 503 235
Total	22 000 139	5 240 402	3 394 516	23 846 025

Nature et échéance des emprunts et dettes financières :

En euros	31/12/2023	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	21 241 635	2 208 240	10 038 514	8 994 881
Emprunts et dettes financières divers	101 155	31 155	70 000	
Dettes de crédit-bail	2 503 235	1 049 877	1 453 358	
Total	23 846 025	3 289 272	11 561 872	8 994 881

5.9 Autres passifs à court terme

En euros	31/12/2022	31/12/2023	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	100 410 455	114 470 054	114 108 634	311 584	49 836
Dettes fiscales et sociales	48 040 650	47 867 883	45 925 984	1 795 786	146 113
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	18 247 480	18 970 184	15 520 572	2 720 315	729 297
Autres dettes	2 157 439	1 227 945	1 045 599	182 346	
Comptes de régularisation	17 399 491	15 677 985	2 493 273	13 184 712	
Total	186 255 515	198 214 051	179 094 062	18 194 743	925 246

Il s'agit des dettes d'exploitation évaluées à leur valeur nominale étant donné leur caractère à court terme. Les dettes sur les achats de biens et de services s'élèvent à 114,47 M€ (100,41 M€ en 2022). Les dettes sur les achats d'immobilisations s'élèvent à 18,97 M€ contre 18,25 M€ en 2022.

5.10 Produits constatés d'avance

Les subventions d'investissement enregistrées selon le PCG dans les capitaux propres lors de leur octroi sont rapportées au compte de résultat sur la durée des amortissements des immobilisations subventionnées.

Dans les comptes consolidés, ces subventions nettes sont reclassées en « produits constatés d'avance » car elles sont considérées comme un produit qui est à rattacher aux résultats des exercices futurs. Elles s'élèvent à 10,79 M€ au 31 décembre 2023 (11,53 M€ en 2022).

6 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

6.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 928,08 M€ (911,52 M€ en 2022) dont 882,59 M€ pour l'EFS et 45,49 M€ pour Diagast et sa filiale. Le chiffre d'affaires interne réalisé entre l'EFS, Diagast et ses filiales a été éliminé pour 8,93 M€ (8,10 M€ en 2022).

Le chiffre d'affaires externe réalisé se décompose comme suit :

	En millions d'euros	
	31/12/2023	31/12/2022
<u>Par marché géographique :</u>		
- France	883,26	874,87
- Export	44,82	36,65
	<u>928,08</u>	<u>911,52</u>
<u>Par type d'activités :</u>		
- Ventes de biens	744,15	729,33
- Prestations de services	183,93	182,19
	<u>928,08</u>	<u>911,52</u>

6.2 Autres produits

Les autres produits au 31/12/2023 comprennent :

- 5,38 M€ de produits de cessions d'immobilisations (4,69 M€ en 2022)
- 2,06 M€ de quote-part de subventions virées en résultat (2,70 M€ en 2022)

6.3 Autres provisions et charges d'exploitation

Les autres provisions et charges d'exploitation au 31/12/2023 comprennent :

- 1,99 M€ de valeur nette comptable des immobilisations cédées et mises au rebut (12,47 M€ en 2022)
- 0,00 M€ de dotations aux dépréciations des immobilisations (0,28 M€ en 2022)
- les dotations aux dépréciations sur actifs circulants (stocks et créances clients), pour un montant de 71,86 M€ (70,91 M€ en 2022).

6.4 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'élève à -8,36 M€ (-50,90 M€ en 2022).

Il tient compte des éléments suivants :

- l'élimination des achats et ventes internes au groupe (8,80 M€) ;
- l'annulation des redevances au titre des contrats de location-financement (1,26 M€) ;
- la comptabilisation des dotations aux amortissements des immobilisations prises au titre des contrats de location-financement (2,36 M€).

Le montant des transferts de charges d'exploitation qui s'élève à 2,04 M€ dont 1,97 M€ pour l'EFS.

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre du contrôle légal des comptes s'élève pour l'exercice à 0,186 M€ pour l'EFS, 0,063 M€ pour DIAGAST.

6.5 Résultat financier

Le résultat financier s'élève à +0,24 M€ (+0,20 M€ en 2022).

Il tient compte essentiellement des éléments suivants :

- les intérêts moratoires sur créances (+1,18 M€) ;
- les intérêts sur emprunts et charges bancaires (- 0,24 M€)
- une dotation nette aux provisions pour intérêts moratoires (-0,72 M€)
- des gains et pertes de change pour (+0,03 M€)

6.6 Impôts sur les bénéfices

- Le montant de la charge d'impôt sur le bénéfice de l'exercice de - 2,5 M€ concerne essentiellement :
 - les crédits d'impôts en faveur de la recherche pour -2,51 M€ dont -2,12 M€ pour l'EFS ;
 - -0,07 M€ concernant le crédit d'impôt famille
 - et -0,39 M€ d'impôt différé
- Les impôts différés actifs figurant au bilan pour 0,57 M€ sont dus uniquement aux différences temporelles d'imposition de la société Diagast SAS.

Les impôts différés de l'EFS ne sont pas inscrits à l'actif du bilan consolidé du fait de l'appréciation jugée non suffisante des résultats bénéficiaires prévisionnels à moyen terme. Cette option est justifiée par le montant des reports déficitaires restant à imputer (92,96 M€) relativement aux différences temporaires d'imposition (appréciation du management de l'EFS sur les hypothèses d'imputation ultérieure de cette créance sur l'impôt exigible).

6.7 Résultat net consolidé

Le résultat net consolidé de l'exercice 2023 est une perte de -5,82 M€ (contre une perte de -50,15 M€ en 2022), après comptabilisation du produit net d'impôt de +2,5 M€ (Cf. § 6.6)

7 AUTRES INFORMATIONS

7.1 Engagements hors bilan

- Les principaux engagements donnés sont les suivants :

En euros	31/12/2023
Engagements de retraite non comptabilisés en provisions	6 097 000
Promesse d'hypothèque immobilière	8 000 000
TOTAL	14 097 000

- Les principaux engagements reçus sont les suivants :

Nature	En millions d'euros	
	31/12/2023	31/12/2022
Lignes de trésorerie non utilisées - Découvert autorisé	20,00	
Cautions bancaires sur marchés de travaux	1,53	1,59

7.2 Effectifs Groupe EFS

L'effectif du groupe au 31/12/2023 se répartit de la manière suivante :

Catégories de personnel	Effectif EFS	Effectif DIAGAST et IBERICA	Effectif total Groupe au 31/12/2023	Effectif total Groupe au 31/12/2022
Cadres	2 063	130	2 193	2 369
Agents de maîtrise et techniciens	6 014	83	6 097	6 500
Employés	439	35	474	500
TOTAL	8 516	248	8 764	9 369

Droits individuels à la formation :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, le Compte Personnel de Formation (CPF) remplace le droit individuel à la formation.

7.3 Evénements postérieurs à la clôture :

Néant